

Pour le retrait de la loi "Sécurité Globale"

L'Union locale CGT du sud-Gironde, des gilets jaunes du Collectif de St Macaire, la CNT 33, l'Union locale FO du sud-Gironde, le Collectif de Lutte contre les Abus Policiers 33, le Collectif Jaunes Etc, la FSU 33, la fédération de la Gironde de la Libre Pensée, la Ligue des Droits de l'Homme,

appellent à un

Rassemblement samedi 28 novembre à 11h

sur les quais de Garonne à La Réole

pour le retrait de la loi "Sécurité Globale"

Depuis le 17 novembre, dans tout le pays la mobilisation s'intensifie !

Ces dernières années ont vu un durcissement de la répression contre les mouvements sociaux, écologistes, féministes et, particulièrement, contre le mouvement des gilets jaunes.

Ce projet de loi dit de "Sécurité Globale" voudrait valider un système devenu oligarchique et autoritaire encourageant, voire autorisant, les exactions de la police sans qu'aucun contre feu démocratique ne puisse plus être mis en place.

En effet, l'article 24 de cette loi interdirait désormais à tous les citoyens, ainsi qu'aux journalistes, de filmer les violences policières au motif que ces images nuiraient à leur intégrité psychique et physique (sic).

Mais, sans ces images, comment auraient été dénoncées les violences commises par les forces de l'ordre sur les manifestants pendant le mouvement des gilets jaunes ou lors des manifestations syndicales contre la loi Khomri ou la réforme des retraites ?

Pour rappel, ce sont des dizaines de personnes qui ont été blessées ou mutilées pendant ces manifestations.

Sans ces images, comment aurait éclaté l'affaire Benalla ? Sans ces images, comment aurait-on su la vérité sur la mort de Cédric Chouviat ???

A travers cette loi, c'est toute velléité de contestation du gouvernement qui veut être muselée, alors que dans le même temps ce dernier continue de restreindre les droits des travailleurs, demandeurs d'emplois, retraités, personnes en situation de handicap, jeunes, précaires.

Il est temps de réagir !

Afin de défendre nos libertés et nos droits, notamment notre droit à l'information et à la liberté d'expression, il est nécessaire de continuer et de prolonger localement la lutte contre le projet de loi de "Sécurité Globale" initiée dans les grandes villes et de ne rien lâcher face à l'acharnement répressif du gouvernement Macron-Castex-Darmanin.

**Pour la défense de nos libertés démocratiques,
exigeons l'abrogation de la loi « sécurité globale » !**